

23 novembre, agissons pour l'emploi !

Le contexte de l'emploi en Ille et Vilaine est une préoccupation majeure pour tous les salariés.

Pas une semaine ne se passe sans l'annonce d'un plan social, de suppressions de postes, de fermetures de sites,...

Ouest France, Parker, Conforama, Thyssen,... viennent compléter ces derniers jours, la liste déjà trop longue des restructurations et des suppressions d'emplois dans notre département.

C'est toute l'économie du département qui se trouve fragilisée

Cette casse industrielle produit des effets collatéraux dans d'autres secteurs, à l'exemple des commerces et services dont certains annoncent déjà des difficultés d'activité.

Ce gâchis engendre colère, désespoir et mécontentement. C'est humain !

Cette détresse, qui n'est pas propre à l'Ille et Vilaine, est le signal d'alarme d'une situation qui n'a que trop duré. Le Gouvernement a une responsabilité majeure pour redonner de la confiance aux salariés, à ceux qui sont licenciés comme ceux qui sont en emploi.

Cette situation n'est pas le fruit du hasard

Les choix économiques et les stratégies des entreprises en sont les premiers responsables.

Ils visent en priorité à accroître de façon exponentielle le taux de rentabilité au détriment de l'investissement dans la

modernisation de l'outil de travail, dans la Recherche et le Développement, dans les salaires et l'amélioration des conditions de travail.

Les politiques d'austérité, imposées par l'Europe, en rajoute à la situation de crise dont les conséquences sont déjà bien lourdes pour les salariés, les retraités, les demandeurs d'emplois.

Le cynisme du patronat qui en demande toujours plus et qui voudrait faire croire qu'il faut aller toujours plus loin dans la déréglementation, pour soi-disant relancer l'emploi, est intolérable.

Ces dernières années, les dispositifs d'assouplissement et de flexibilité du droit du travail, entre autres, se sont multipliés alors que le chômage, lui, s'est envolé.

Combattre le fatalisme et la résignation

A PSA La Janais, Alcatel, Renesas, Carl zeiss, Bonna Sabla, ... des initiatives et des actions sont prises avec les salariés pour peser sur les décisions annoncées.

La CGT, dans son rôle de force de proposition, construit des alternatives crédibles pour maintenir les emplois et l'activité : à l'exemple du "Plan B" pour l'automobile en Ille et Vilaine, ou des projets de diversification de production chez Carl Zeiss à Fougères.

Encore faut-il que les propositions soient prises en compte par les directions et appuyées plus fortement par les pouvoirs publics.

Faire entendre les exigences

Le Gouvernement, les collectivités ne peuvent se contenter d'ouvrir le porte-monnaie pour accompagner la casse sociale.

Il faut

Conditionner toute aide publique au respect de critères portant sur l'emploi, le maintien de l'activité, les politiques salariales dans l'entreprise.

Il faut

Un droit de vote suspensif des représentants du personnel sur les plans de licenciements et les plans de restructuration, permettant la recherche et la construction de propositions alternatives aux licenciements.

Il faut

Une loi contre les licenciements boursiers et pour la reprise des sites rentables, en cas de menace de fermeture.

Il faut

Une gestion prévisionnelle des emplois qui ne soit pas une gestion prévisionnelle des suppressions d'emplois.

La CGT revendique aussi l'amélioration des conditions de travail, l'augmentation des salaires,...Plus d'emplois, de meilleurs salaires, c'est bon pour nos retraites !!!

TOUS ENSEMBLE, MASSIVEMENT,
Dans l'unité des organisations syndicales et des salariés

MANIFESTONS
SAMEDI 23 NOVEMBRE 2013
10H30 - PLACE DE LA GARE A RENNES

Bulletin de contact et de syndicalisation



NOM: _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Age : _____ Profession : _____

Entreprise (nom et adresse) : _____

Bulletin à renvoyer à La CGT – 31 bd du Portugal – CS 90837 – 35208 RENNES CEDEX 2,
téléphone : 02 99 79 44 47, fax : 02 99 79 22 59, courriel : ud35@cgt.fr www.cgt35.fr